



## **AGENDA - Dimanche 23 novembre, Grande Arche de la Défense**

**8h30 Accueil des participants**

**9h30 Ouverture par le professeur Francis Larra, président de la Ligue contre le cancer**

**9h40 Allocution de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative**

**10h00 Évaluons : de 1998 à 2008, 10 ans de revendications, 10 ans de changements**

10 ans se sont écoulés depuis la tenue des 1<sup>ers</sup> États généraux des malades atteints de cancer de 1998. Deux autres lui ont succédé en 2000 puis en 2004. Les revendications des malades ont suscité une mobilisation collective qui a notamment conduit à la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé et au Plan cancer. Cette dynamique autorise à penser qu'aujourd'hui, en 2008, les problèmes sont connus. Pour autant, l'action collective, les efforts déployés par de nombreux acteurs se sont-ils avérés efficaces ?

*Avec la participation de : Pascale Briand, directrice générale de l'Afssa, Christine Chateaufort, directrice de l'unité d'affaires oncologie chez Novartis Pharma, Régine Goinère, administrateur national de la Ligue contre le cancer et présidente de Vivre avec, Pr Bernard Hoerni, professeur d'oncologie, institut Bergonié à Bordeaux, ancien président du Conseil national de l'Ordre des médecins, Pr Didier Houssin, directeur de la DGS - Ministère de la Santé, Pr Francis Larra, président de la Ligue contre le cancer, Pr Dominique Maraninchi, président de l'Institut national du cancer, Pr Henri Pujol, président du Comité de la Ligue contre le cancer de l'Hérault, ancien président de la Ligue contre le cancer, Christian Saout, président de la Conférence nationale de santé.*

**10h45 Combattons : comment réduire les inégalités induites par le cancer ?**

En 2008, si le cancer est toujours vécu comme une injustice c'est qu'il porte toujours en lui nombre d'inégalités. Inégalités qui génèrent quantité de discriminations, excluent, isolent, rendent incertains le retour à l'emploi, l'accès au logement, phagocytent les ressources, font augmenter le reste à charge... Comment prévenir le développement de ces précarités ? Comment accompagner et améliorer la prise en charge des personnes vulnérables ?

*Avec la participation de : Bérénice Levenez, directrice priorité santé mutualiste à la Mutualité française, Jean-Michel Belorgey, conseiller d'État, Dr Philippe Bergerot, vice-président de la Ligue contre le cancer, oncologue et radiothérapeute au pôle hospitalier mutualiste de Saint-Nazaire, Christian Buchel, directeur général de l'Électricité de Strasbourg, Marie-Louise Caux, courtier en assurances à la SPB (Société de protection bancaire), Patricia Cordeau, directrice à l'UNA-Paris, Raphaëlle Di Palma, présidente de la Fédération nationale des hébergements VIH, Fabienne Jegu, responsable du pôle santé-handicap de la HALDE, Ginette Jollivet, administratrice responsable du SAPAD (Service d'assistance à domicile de l'Éducation nationale), Frédérique Mahot, coach professionnel à Nantes, Jean Paul Moatti, Pr d'économie à l'université de la Méditerranée à Aix-Marseille II, Denis Plaze,*

*directeur de CAP emploi - Savoie, Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg, Marie-Aude Sevaux, présidente de Jeunes Solidarité Cancer, Jean-Jacques Tregogat, directeur général de l'action sociale - ministère de la Santé.*

### **12h15 Déjeuner convivial et visite du village des exposants**

### **14h00 Facilitons : quels choix pour accompagner les progrès thérapeutiques ?**

Toujours plus efficaces, les innovations thérapeutiques anticancéreuses soulèvent de nouvelles interrogations économiques, sociales mais aussi éthiques. Comment faciliter l'accès à ces nouveaux traitements ? Si notre démocratie sanitaire a le devoir de répondre à cette question, elle ne peut s'en contenter. En effet, aujourd'hui, pour être réellement, humainement et moralement efficaces, les innovations thérapeutiques doivent impérativement reposer sur une prise en charge du patient qui soit à la fois technique et humaine mais qui soit aussi en mesure de se prolonger hors de l'hôpital. Comment, aujourd'hui, mettre en place un dispositif coordonné d'accompagnement global de la personne digne de ce nom ?

*Avec la participation de : Sylvia Achin, membre du Comité de patients pour la recherche clinique, Chantal Chamoulaud, ancienne chef d'entreprise, malade, bénévole à la Ligue contre le cancer, Christine Chateauneuf, directrice de l'unité d'affaires oncologie chez Novartis Pharma, Dr Bernard Couderc, directeur de la polyclinique de l'Ormeau à Tarbes, Pr Pierre Fumoleau, directeur général du centre Georges-François Leclerc à Dijon, Dr Hervé Gautier, président du Comité de l'Essonne de la Ligue contre le cancer, Dr Julien Gohier, médecin généraliste, Pr François Goldwasser, chef d'unité de cancérologie à l'hôpital Cochin, Stéphane Grange, directeur général d'Oïkia, réseau de soins palliatifs et d'hospitalisation à domicile, Serge Grilhault des Fontaines, président de la Fédération enfants et santé, Pr Norbert Ifrah, praticien hospitalier au CHU d'Angers, Pr Axel Kahn, président de l'université Paris-Descartes, Dr Patrick Michaud, responsable du département soins de support à l'institut de cancérologie de la Loire, Paloma Moreno-Elgard, responsable du pôle santé et action sociale à l'UNA, Annie Podeur, directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins au ministère de la Santé, Marie-Hélène Rodde-Dunet, responsable du département dispositif de soins à l'INCa, Jérôme Soletti, délégué général à la Fondation des entreprises du médicament.*

### **15h30 Contribuons : pour la mobilisation de la société face au cancer**

Face au « péril social » que constitue le cancer, pour gagner en vie et en qualité de vie, il convient de mobiliser de nouveaux acteurs. Mobiliser la société c'est engager celle-ci, dans son ensemble, au sein d'un processus conventionnel évolutif. Parier sur l'avenir, c'est entendre en 2008 quelles sont les représentations sociales qu'ont du cancer les acteurs concernés afin de réinventer nos moyens d'expression et de communication pour toucher les acteurs sociaux non mobilisés. Pour agir au mieux auprès de ces nouveaux acteurs, il est nécessaire d'entendre leurs besoins et les possibles freins et résistances à agir en faveur d'une lutte qui nous concerne pourtant tous.

*Avec la participation de : Pr Jean-Claude Ameisen, professeur d'immunologie, membre du comité consultatif national d'éthique, Alain Bouregba, psychologue-psychanalyste, François de Closets, journaliste scientifique, Sophie Dartevelle, secrétaire générale de l'UFSBD (Union française pour la santé bucco-dentaire), Pr Claude Dreux, président du Cespharm (Comité d'éducation sanitaire et sociale de la pharmacie française), Christophe Mangelle, écrivain, Élisabeth Morin-Chartier, députée au parlement européen, Pr Claude Dreux, président du Cespharm (Comité d'éducation sanitaire et sociale de la pharmacie française), Anne Ramon, directrice de l'information des publics à l'INCa, Guy Roux, personnalité du monde sportif, Dr Alain Trébucq, journaliste et directeur du groupe Global Média Santé.*

### **17h15 Discours de clôture du professeur Francis Larra, président de la Ligue contre le cancer**

### **17h25 Allocution de Nicolas Sarkozy, président de la République**

### **17h50 Clôture festive en présence de nombreux artistes**

## **19h00 Fin**

Chaque table ronde sera introduite par des témoignages et par la diffusion sur grands écrans de courts reportages sur des expériences de terrain conduites par les Comités départementaux de la Ligue contre le cancer.

Marie-Ange Horlaville, Harry Roselmack, Valérie Expert et Michel Schifres animeront les échanges. Convaincus par les enjeux de cette 1<sup>re</sup> convention, ils participent gracieusement à cette manifestation tout comme les nombreux artistes qui, outre leurs éventuelles contributions aux débats, se produiront à la fin de cette journée.

### **Contacts presse**

#### **Ligue contre le cancer**

Élodie Audonnet : [audonnete@ligue-cancer.net](mailto:audonnete@ligue-cancer.net) – 01 53 55 25 31

#### **RUMEUR PUBLIQUE**

Pauline Florentin : [pauline@rumeurpublique.fr](mailto:pauline@rumeurpublique.fr) – 01 55 74 52 10 - 06 24 48 32 70

Stéphanie Muthélet : [stephanie@rumeurpublique.fr](mailto:stephanie@rumeurpublique.fr) – 01 55 74 52 28 - 06 18 05 12 70

## **La perception du cancer et de la lutte contre le cancer par les médecins généralistes, les maires et les chefs d'entreprise**

### **Résultats de l'enquête réalisée par LH2 pour la Ligue contre le cancer**

*Paris, le 23 novembre 2008 – Afin d'interpeller et de mobiliser les différents types d'acteurs de la société à l'occasion de la 1<sup>re</sup> convention de la société face au cancer, la Ligue contre le cancer a réalisé une enquête sur la perception du cancer et de la lutte contre le cancer. Après l'étude réalisée par l'Ifop auprès des français, cette étude a été conduite par téléphone par l'institut LH2 du 16 au 30 octobre, auprès d'un échantillon de médecins généralistes, maires et chefs d'entreprise.*

**Pour les trois catégories d'acteurs, la lutte contre le cancer est spontanément évoquée sous l'angle scientifique et médical.**

**L'accompagnement des proches et des malades n'est pas perçu comme prioritaire.**

**La lutte contre le cancer concerne essentiellement les chercheurs et les médecins loin devant les acteurs publics, et les entreprises qui spontanément estiment qu'ils n'ont pas de rôle à jouer dans ce domaine.**

#### **Les médecins généralistes, une population sensibilisée, impliquée et prête à se mobiliser davantage sur le sujet du cancer :**

- La proportion de la clientèle qui sollicite une consultation en lien avec le cancer est très nettement en hausse,
- Seulement 1 médecin sur 2 se déclare très impliqué dans leur participation à la prise en charge du cancer,
- Cependant, il existe un réel potentiel de mobilisation de cette population dont le tiers souhaite même jouer un rôle plus important (accompagnement psychologique, suivi thérapeutique, etc..),
- Les médecins déclarent souhaiter une amélioration de la communication entre les acteurs de santé. « Sans coordination, c'est la panique »

#### **Les chefs d'entreprise ont une attitude ambivalente et préoccupante :**

- L'étude semble révéler des contradictions dans la façon dont les chefs d'entreprise abordent la maladie : 80% d'entre eux pensent que c'est leur rôle de répondre aux besoins et demandes des personnes atteintes d'un cancer, 76 % déclarent que le sujet n'est pas tabou alors que 83 % comprennent que certains salariés atteints d'un cancer ne préfèrent pas en parler par craintes des répercussions. De la même façon, les 2/3 n'aborderont pas spontanément le sujet de la maladie avec l'un de leur salarié qui se déclarerait atteint d'un cancer,
- Presque 40% déclarent ne pas pouvoir garder un salarié atteint d'un cancer dont l'absence se prolongerait plus de 3 mois,
- Seulement 1 chef d'entreprise sur 2 considère le cancer comme facteur de précarité.

#### **Les maires ne se sentent pas spontanément directement concernés par la lutte contre le cancer :**

- Vraie surprise, les maires ne semblent pas concernés directement par le cancer : 1 maire sur 2 estime ne pas avoir un rôle à jouer dans la lutte contre le cancer,
- 86 % des maires (leur municipalité) déclarent ne pas être sollicités par des personnes atteintes d'un cancer ou par leur proche et 86 % des mairies n'ont pas d'adjoint spécialisé dans la santé,
- Les structures et capacités d'accueil des mairies dans le domaine de la santé étant peu présentes, la population n'y trouve que peu de soutien ou d'aide. Il y a donc beaucoup à faire auprès de cette population.



### **À propos de la Ligue contre le cancer**

Premier financeur de la recherche contre le cancer, la Ligue contre le cancer est une ONG indépendante reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses militants. Forte, de plus de 720 000 adhérents, la Ligue est un mouvement populaire organisé en une fédération de 103 Comités départementaux. Ensemble, ils luttent dans trois directions complémentaires : recherche, actions pour les malades et leurs proches et information – prévention – dépistage.

### **Contacts presse**

#### **Ligue contre le cancer**

Élodie Audonnet : audonnete@ligue-cancer.net – 01 53 55 25 31

#### **RUMEUR PUBLIQUE**

Pauline Florentin : pauline@rumeurpublique.fr – 01 55 74 52 10

Stéphanie Muthélet : stephanie@rumeurpublique.fr – 01 55 74 52 28

## Enquête quantitative sur la perception du cancer et de la lutte contre le cancer par les médecins généralistes, les maires et les chefs d'entreprise

Synthèse des résultats, 10 novembre 2008

La Ligue contre le cancer organise la 1<sup>ère</sup> convention de la société face au cancer le 23 novembre 2008. Afin d'interpeller et de mobiliser les différents types d'acteurs de la société, la Ligue a souhaité réaliser une enquête sur les perceptions du cancer et de la lutte contre le cancer. Cette étude a été conduite par téléphone par l'institut LH2 du 16 au 30 octobre, auprès de 200 médecins généralistes, 404 maires et 402 chefs d'entreprise. La note ci-dessous récapitule les principaux enseignements de cette enquête.

### **Le cancer, une maladie dont les caractéristiques et les conséquences sont mieux connues des médecins que des maires et chefs d'entreprise**

Sans surprise, **le cancer apparaît mieux connu par les médecins généralistes**, plus directement exposés au sujet, que les maires et chefs d'entreprise. Ainsi, alors que 76% des médecins généralistes décrivent le cancer comme « *une maladie chronique* », cette proportion baisse respectivement à 27% chez les maires et 26% chez les chefs d'entreprise. En revanche, sur la question précise de l'hérédité de la maladie, les médecins ne se distinguent pas des autres acteurs : comme chez les maires et chefs d'entreprise, 1/3 déclarent que le cancer est « *une maladie héréditaire* », ce qui démontre que les origines de la maladie restent floues dans les esprits de ces trois populations.

Si les médecins ont une meilleure connaissance du cancer, **ils semblent également mieux en percevoir les conséquences que les autres acteurs, sans doute car davantage confrontés à la maladie**. 73% des médecins généralistes jugent que le cancer est « *un facteur de précarité économique* », contre 64% des maires et seulement 49% des chefs d'entreprise. Ce dernier chiffre apparaît particulièrement surprenant lorsque l'on note par ailleurs qu'une proportion non négligeable des dirigeants d'entreprise (26%) déclare ne pas pouvoir garder, dans les effectifs de l'entreprise, un salarié atteint de cancer dont l'absence dépasserait 3 mois.

## **Pour tous les acteurs, la lutte contre le cancer via la recherche médicale est très largement perçue comme efficace et porteuse d'espoir pour l'avenir**

Il se dégage de l'enquête un **net consensus des différents acteurs sur la question de la recherche et de la mise à disposition de nouveaux traitements**. Plus de 80% des répondants de chacune des cibles reconnaissent que « *les traitements contre le cancer ont beaucoup évolué ces dernières années* », ce qui aboutit à une opinion assez favorable de la situation actuelle de la lutte contre la maladie. Ainsi, 84% des médecins généralistes jugent qu' « *il existe des moyens efficaces pour lutter contre le cancer* » aujourd'hui, 16 points de plus que les chefs d'entreprise, certainement moins informés sur les possibilités existantes.

Non seulement une grande majorité des acteurs interrogés reconnaît que des progrès importants ont d'ores et déjà été réalisés en matière de lutte contre le cancer mais ce constat se double d'un **très haut niveau de confiance dans l'impact futur de la recherche** : qu'il s'agisse des médecins, maires ou chefs d'entreprise, plus de 90% pensent que « *dans le futur, de nouveaux traitements vont faire leur apparition* ». Une réserve néanmoins à cet optimisme, **les budgets alloués à la recherche dans les traitements anticancéreux sont perçus comme insuffisants** par environ 70% des répondants.

## **Parmi les priorités de la lutte contre le cancer, le traitement de la maladie et la prise en charge psychologique devancent l'accompagnement des malades et de leur entourage**

Lorsque les trois types d'acteurs sont amenés à se prononcer sur les principaux progrès à faire dans le domaine du cancer et de sa prise en charge, **les attentes citées restent principalement du domaine du traitement de la maladie** : « *garantir une égalité d'accès aux traitements* » (1<sup>ère</sup> priorité jugée indispensable par environ 70% des répondants), puis « *donner une impulsion à la recherche* » ou encore « *diminuer les effets secondaires des traitements* ».

Mais élément essentiel, **l'amélioration de « la prise en charge psychologique des patients » représente la seconde priorité d'amélioration** chez les chefs d'entreprise (citée à 59%) et les médecins (51%). Parmi ces derniers, les femmes sont plus nombreuses à citer ce point comme une priorité (68%). Ce sujet semble transcender les catégories professionnelles et faire l'objet d'un consensus net puisque, par ailleurs, plus de 93% des personnes interrogées sur l'ensemble des 3 cibles estiment que « *la prise en charge psychologique est importante dans la lutte contre le cancer* ». Le soutien psychologique semble donc être reconnu comme un des volets primordiaux de la lutte contre la maladie.

**Les mesures destinées à maintenir la vie sociale du malade** - faciliter l'accès aux assurances et emprunts, le retour à domicile et le maintien de l'emploi - **apparaissent moins indispensables** aux yeux des acteurs interrogés. Quelques nuances sont néanmoins observées : le retour à domicile des patients après le traitement est une attente plus prononcée chez les chefs d'entreprise (57%, 17 points de plus que les médecins) ; les maires, en revanche, mettent davantage l'accent sur le maintien de l'emploi du salarié atteint de cancer (52%, 15 points de plus que les médecins).

En dernière place figure l'amélioration de **l'accompagnement de l'entourage du malade**, cité dans les mêmes proportions pour toutes les cibles (environ 36% de réponses « *indispensable* »), **preuve que la lutte contre le cancer est encore très largement perçue sous l'angle du malade lui-même et moins sous l'angle des personnes vivant la maladie de manière indirecte aux côtés du patient**. Parmi les médecins généralistes, les femmes et les praticiens ayant moins de 10 ans d'exercice sont néanmoins plus sensibles à cette dimension.

**Les médecins et chercheurs sont perçus comme les acteurs les plus légitimes pour lutter contre le cancer. La moitié des maires et des chefs d'entreprises reconnaissent avoir un rôle à jouer de par leur fonction.**

**Face au problème du cancer, les acteurs jugés les plus à même d'agir sont, de très loin, les scientifiques ayant une expertise dans le domaine médical - chercheurs et médecins -** cités à plus de 50% par chacune des cibles. Les médecins sont encore plus cités par les médecins eux-mêmes (73%, 13 points de plus que les chefs d'entreprise et 17 points de plus que les maires) qui de fait s'auto-désignent. A noter que l'industrie pharmaceutique n'est pas incluse dans ce binôme et n'est citée qu'à hauteur de 13%.

**Dans une moindre mesure, les professionnels interrogés citent - après les chercheurs et les médecins - l'Etat, puis les associations et les collectivités territoriales.** Les maires ont tendance à déclarer faire davantage confiance à l'Etat qu'aux collectivités territoriales pour traiter le problème du cancer. Par ailleurs, les entreprises ne sont citées que de manière très marginale et jamais par les chefs d'entreprises.

Si les professionnels interrogés jugent que les scientifiques sont les mieux placés pour traiter du problème du cancer parmi l'ensemble des acteurs, il n'en demeure pas moins qu'ils reconnaissent une certaine responsabilité lorsqu'on les interpelle personnellement. Ainsi, **50% des maires et 48% des chefs d'entreprise déclarent avoir « un rôle à jouer dans la lutte contre le cancer »**. Des chiffres logiquement inférieurs à celui des médecins généralistes (99%), plus directement concernés par le sujet : **dans leur esprit, la lutte contre le cancer semble en totale adéquation avec leurs attributions puisque 75% pensent avoir « tout à fait » un rôle à jouer**. Ce constat est un signe fort d'implication des médecins sur le sujet.

L'enquête met en évidence un certain effet générationnel dans le niveau de mobilisation observé : **les maires et médecins les plus jeunes se déclarent davantage prêts à s'investir dans la lutte contre le cancer** que leurs aînés, certainement exposés de manière moins précoce et moins intensive à cet enjeu. Enfin, il existe clairement un effet « taille » : **plus la taille de l'entreprise ou de la commune est importante, plus le chef d'entreprise et surtout le maire estime avoir un rôle à jouer** en matière de lutte contre le cancer (53% des dirigeants d'entreprises de plus de 100 salariés ; 77% des maires de communes de plus de 10.000 habitants).

## Les médecins généralistes, une population sensibilisée, impliquée et prête à se mobiliser davantage sur le sujet du cancer

Aujourd'hui, **98% des médecins généralistes ont déjà été consultés par des malades du cancer ou leurs proches**. Pour les 2/3 d'entre eux, ces patients représentent moins de 10% de la clientèle. Néanmoins, la majorité des praticiens interrogés (62%) juge que **cette proportion a augmenté** au cours des dernières années ; cette tendance à la hausse est particulièrement observée chez les médecins exerçant depuis plus de 20 ans et qui ont pu constater une évolution sur une période plus longue. Constat intéressant, **l'accompagnement des proches de malades atteint d'un cancer se révèle être une réalité de l'activité des médecins généralistes** puisque seuls 5% d'entre eux déclarent ne jamais avoir été sollicités par l'entourage. 28% déclarent même être « *fréquemment consultés* » par l'entourage de malades atteints du cancer.

**Le cancer semble être un important sujet de mobilisation des médecins généralistes : une grande majorité d'entre eux déclare en effet prendre part généralement aux différentes facettes de la prise en charge du cancer**, qu'il s'agisse de la réalisation du diagnostic (88%), du conseil aux malades (86%), du suivi après la sortie de l'hôpital (84%) ou du conseil aux familles des malades (77%). **En revanche, la participation aux « décisions concernant le traitement et son suivi » semble être un rôle qui échappe en partie aux médecins généralistes** qui sont moins de 40% à être « *très* » ou « *assez impliqués* ».

En ce qui concerne les étapes auxquelles les médecins généralistes participent généralement dans la prise en charge du cancer, une nuance doit être apportée puisque **moins de 50% d'entre eux déclarent être « très » impliqués**, le reste déclarant être « *assez* » impliqués. Or, lorsque les médecins sont interrogés sur leur rôle futur dans la prise en charge du cancer, **environ 2/3 souhaiteraient jouer un rôle équivalent et environ 1/3 souhaiteraient jouer un rôle plus important**, et cela sur l'accompagnement psychologique du malade, l'accompagnement psychosocial des malades et de l'entourage, le suivi thérapeutique ou la prise en charge de malades atteints du cancer. **Il semble donc exister un réel potentiel de mobilisation de cette population – et notamment des femmes généralistes - autour de la lutte contre le cancer.**

Quels sont, dans ce contexte, les besoins prioritaires des médecins en matière de lutte contre le cancer ? **L'amélioration de la communication entre les différents acteurs de santé arrive en 1<sup>ère</sup> position (56%) parmi les attentes des médecins**, suivie de la participation à un réseau de soin (21%) et une formation spécifique en cancérologie (20%). A signaler que les besoins en formation sont davantage évoqués chez les médecins ayant le plus d'ancienneté, les jeunes semblant mieux formés sur le sujet.

## **Les maires, une sensibilisation variable selon la taille de la commune et un rôle principalement reconnu comme légitime dans le domaine de l'accompagnement social et psychologique des malades**

Chez les élus locaux que sont les maires, la confrontation au problème du cancer apparaît logiquement moins prononcée que chez les médecins généralistes. Ainsi, **86% des maires déclarent que leur municipalité n'a jamais été sollicitée** par des personnes atteintes d'un cancer ou leurs proches pour obtenir de l'aide, « *quelle soit sociale, matérielle ou psychologique* ». Parmi les municipalités déjà sollicitées (12%), on note une surreprésentation des municipalités de gauche - en raison de l'existence d'aides sociales plus importantes ? - et un effet lié à la taille de la commune : **plus la taille de la commune est importante, plus la municipalité a été sollicitée pour des aides liées au cancer** (41% des communes de plus de 10.000 habitants contre 10% des communes de moins de 2.000 habitants). La taille de la commune a aussi une influence sur l'existence d'un adjoint au maire spécialisé dans la santé : c'est le cas pour 59% des grosses communes, mais 34% des communes de taille moyenne et seulement 10% des petites communes.

Comme vu précédemment, un maire sur deux déclare spontanément avoir un rôle à jouer dans la lutte contre le cancer dans le cadre de sa fonction (plus de trois sur quatre dans les grosses communes). Néanmoins lorsqu'un certain nombre de rôles sont énumérés aux maires interrogés, la quasi-totalité d'entre eux (92%) en attribuent au moins un comme faisant partie des attributions d'une municipalité. 3 rôles arrivent en tête, et dans les mêmes proportions : **l'accompagnement social des malades (cité à 35%), les actions de prévention (34%) et l'accompagnement psychologique des malades (33%)**. Suivent le soutien aux proches (26%) et l'aide à l'accès à des spécialistes médicaux (19%). **Le soutien financier**, en direction des associations (16%) comme des malades (7%), **apparaît aujourd'hui comme le rôle le moins évident** aux yeux des maires.

En ce qui concerne les actions concrètes et jugées prioritaires par les maires pour aider les malades et leurs proches, aucun consensus ne se dessine autour d'une ou deux actions en particulier. **Les mesures destinées à faciliter le quotidien des malades sont un peu plus citées** : aides ménagères (réponse citée à 46%), soutien psychologique via des centres d'écoute (38%), portage des repas à domicile (34%) et transport vers l'hôpital (27%). **Suivent l'aspect prévention puis le volet réinsertion**, qu'il s'agisse de l'emploi, du logement ou de la scolarisation des enfants. L'aide financière d'urgence apparaît, là encore, comme l'aide jugée la moins prioritaire (14%), mais elle est davantage citée par les maires dont les municipalités ont déjà été sollicitées par des personnes atteintes de cancer ou par leurs proches : de par leur expérience et les cas rencontrés, ces municipalités ont certainement davantage pris conscience de l'importance de l'enjeu financier dans l'aide aux personnes atteintes du cancer.

## Les chefs d'entreprise

**Comme pour les communes, la probabilité d'exposition au cancer dans les entreprises croît avec la taille de la structure.** En moyenne, 16% des chefs d'entreprise disent avoir déjà eu un cas de cancer parmi leurs salariés. Ce chiffre monte à 64% dans les entreprises de 50 à 99 salariés et à 73% dans les entreprises de plus de 100 salariés, ce qui apparaît logique puisque le « risque » est multiplié en fonction du nombre de salariés.

**Trois chefs d'entreprise sur quatre ne considèrent pas que le cancer soit un sujet tabou dans l'entreprise.** Parmi les dirigeants ayant été déjà confronté à un cas de cancer parmi leurs salariés, la plupart ont été informés par le salarié directement (64%), les autres par le biais de ses collègues ou de son supérieur direct. Néanmoins, aborder le sujet semble plus délicat dans le sens inverse, du dirigeant vers le salarié : seul un tiers des chefs d'entreprise n'ayant jamais été confrontés au cancer « *en parlerait ouvertement avec lui* » quand les deux tiers se contenteraient d'une attitude plus passive et « *évoqueraient le sujet uniquement s'il l'aborde* ». Une réserve qui traduit vraisemblablement encore **une certaine gêne à aborder ce sujet chez une partie des chefs d'entreprise alors même que le sujet est majoritairement déclaré comme non tabou.** Cette ambivalence est constatée également dans le fait que **83% des dirigeants déclarent comprendre que certains malades ne s'arrêtent pas de travailler pendant leur traitement « de crainte des répercussions professionnelles qu'un arrêt de travail pourrait occasionner ».** Par cette réponse, la majorité des chefs d'entreprise cautionnent l'idée selon laquelle la vie professionnelle d'un salarié atteint d'un cancer pâtirait d'un arrêt de travail et légitiment le choix du silence de la part du salarié malade. ***In fine*, le cancer semble être davantage un sujet tabou que ce que les chefs d'entreprise déclarent au premier abord.**

Autre point, les chefs d'entreprise se disent concernés par le cancer dans la mesure où **80% d'entre eux estiment que « répondre aux besoins et aux demandes des personnes atteintes d'un cancer fait partie de leur rôle »**, une posture affirmée quelle que soit la taille de la structure. Et c'est de loin vers la médecine du travail (47%) que les chefs d'entreprise se tourneraient en priorité pour répondre aux besoins qui se poseraient, plus que vers les organismes professionnels (17%) ou l'Etat (14%).

Pourtant cette bonne volonté semble s'effriter dès lors qu'est abordée la question des conséquences de l'arrêt maladie de l'employé et du maintien de son emploi. 87% des chefs d'entreprise déclarent pallier l'absence du salarié malade en recrutant une personne en contrat temporaire. Mais au-delà de 3 mois d'absence, **un chef d'entreprise sur quatre avoue qu'il n'aurait pas les moyens de garder la personne dans les effectifs.** Cette fragilité est principalement évoquée par les chefs d'entreprises de moins de 10 salariés (30%), alors que les chefs d'entreprises de taille plus conséquente sont moins de 10% à donner cette réponse. Il faut néanmoins garder à l'esprit la probabilité que ce chiffre soit sous-évalué du fait du taux important de non réponse à cette question (12%), susceptible de masquer une réalité plus dérangeante.

En ce qui concerne le retour à l'emploi, **74% des dirigeants d'entreprise – moins dans les petites structures - approuvent les mesures d'aide au retour à l'emploi** comme le temps partiel thérapeutique.

*L'enquête menée auprès de trois types de professionnels sur le sujet du cancer témoigne d'une connaissance et d'une sensibilité variable au problème du cancer :*

- *Les médecins plutôt que les maires et chefs d'entreprise*
- *Parmi les médecins, les jeunes plutôt que leurs aînés, les femmes plutôt que les hommes*
- *Parmi les chefs d'entreprise et maires, les acteurs à la tête d'une structure/commune de taille importante plutôt que ceux à la tête d'une petite entreprise/commune.*

*Spontanément, la lutte contre le cancer est, pour tous les acteurs, essentiellement évoquée sous l'angle médical. Ainsi, les priorités d'action sont principalement perçues du côté de la recherche médicale (en laquelle les acteurs croient fortement même s'ils soulignent un manque de moyens financiers), la mise à disposition et l'amélioration des traitements. L'accompagnement des proches des malades n'est pas perçu comme prioritaire. Logiquement, les acteurs jugés les plus légitimes pour lutter contre le cancer sont avant tout les chercheurs et les médecins, loin devant les acteurs publics, les associations et les entreprises.*

*Au-delà, l'enquête révèle un consensus net des trois populations autour de l'importance du soutien psychologique des malades et de leur entourage. Ce point semble désormais reconnu comme une composante essentielle de la lutte contre le cancer.*

*En ce qui concerne la mobilisation des différents acteurs, les médecins généralistes apparaissent d'ores et déjà impliqués autour de la prise en charge du cancer et, fait intéressant, souhaiteraient pour une partie d'entre eux s'investir encore davantage à l'avenir. Il existe donc là un fort potentiel et peut-être une opportunité à saisir.*

*Les maires ne se sentent pas, dans un premier temps, directement concernés par la lutte contre le cancer mais reconnaissent au final comme légitime un certain nombre de rôles lorsqu'ils leur sont suggérés. C'est principalement dans l'accompagnement social et psychologique des malades qu'ils jugent que la municipalité devrait intervenir.*

*Les chefs d'entreprise font part d'une attitude ambivalente. Ainsi, ils jugent majoritairement que le cancer n'est pas un sujet tabou mais n'en parleraient pas ouvertement avec le salarié concerné et comprennent massivement que la personne « cache » sa maladie ; ils sont moins de la moitié à estimer que le cancer est un facteur de précarité économique alors qu'un sur quatre ne pourrait garder dans les effectif un employé malade au-delà de 3 mois d'absence.*

## **Perception des français à l'égard du cancer aujourd'hui**

Résultats du sondage Ifop pour la Ligue contre le cancer

Paris, le 16 octobre 2008 – **Un sondage réalisé par l'IFOP pour la Ligue contre le cancer fait le point sur la perception des Français à l'égard du cancer aujourd'hui. Ce sondage s'inscrit dans le cadre de la 1<sup>re</sup> convention de la société face au cancer qui appelle à une mobilisation générale pour changer le regard de la société sur la maladie.**

Les problèmes soulevés depuis les dernières années lors des États généraux des malades atteints de cancer ont trouvé des solutions sinon des débuts de réponses mais génèrent de nouvelles préoccupations. La lutte n'est plus exclusivement médicale, elle est désormais sociale.

Quel est le lien de la société avec le cancer aujourd'hui ? Comment les Français perçoivent la maladie en termes d'information ou de progrès thérapeutique ? Comment la société considère la maladie et quelles sont les attentes de celle-ci ?

Le sondage réalisé par l'IFOP pour le compte de la Ligue contre le cancer sur le thème « les Français et le cancer » répond à ces questions et pose les jalons de la 1<sup>re</sup> convention de la société face au cancer qui se tiendra le 23 novembre à Paris sous le haut patronage et en présence du président de la République.

Le sondage a été réalisé par téléphone du 25 au 26 septembre 2008 auprès de 959 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus.

### **Les principaux enseignements du sondage**

**Le cancer est une maladie très répandue dans la société. Cette maladie semble être connue.**

**Plus des deux tiers des Français (69%) ont été confrontés directement ou indirectement, au cancer, au cours de l'année écoulée. Si le niveau d'information à l'égard de la maladie s'établit à un niveau élevé (73% des interviewés se disent « bien informés »), il fait l'objet d'une faible intensité : seuls 16% se déclarent « très bien informés »,** taux qui ne semblent plus progresser. Le niveau déjà mesuré en 2000 (71%) apparaît comme un plafond. Le corps médical demeure la source principale d'information sur le cancer, notamment les médecins généralistes (49%) et les spécialistes (30%).

### **Un impact fort et très négatif sur le quotidien des malades**

La projection dans l'avenir est reconnue comme étant la principale difficulté pour la quasi-totalité des personnes interrogées (91%). Une large majorité (69%) considère qu'il est difficile

pour un malade de parler de son cancer à son entourage, **prolongeant la perception d'une maladie honteuse** qu'il faut taire, alors même que le soutien des proches est reconnue comme une composante de premier plan dans la lutte contre la maladie. Plus généralement, **le quotidien des Français atteints d'un cancer est perçu comme une véritable épreuve**, dans laquelle il devient particulièrement complexe de mener une vie de famille normale (81%), de garder son emploi (80%) ou encore d'acheter un bien immobilier (95%). Les personnes âgées de 50-64 ans (59%) et les employés (61%) soulignent davantage le **caractère indispensable des efforts à fournir en matière de conservation de l'emploi**, alors que les 35-49 ans (59%), les artisans et les commerçants (61%) souhaitent une diminution des effets secondaires des traitements. Enfin, évoqués avec un degré de priorité moins prononcé, **l'accompagnement de l'entourage et la garantie de l'accès à une assurance et à un emprunt sont jugés plus importants (respectivement 49% et 48%) qu'indispensables (44% et 37%)**.

**L'association entre cancer et précarité économique est approuvée par une personne sur deux** (49%). Les personnes les plus âgées (53% chez les plus de 65 ans), les professions libérales et cadres supérieurs (54%) y sont particulièrement sensibles. En revanche, les plus jeunes interviewés (37% des 18-24 ans), les artisans (41%), les ouvriers (41%) et les habitants des communes rurales (45%) y adhèrent nettement moins.

### **La science et la recherche médicale ne sont pas démunies**

D'un point de vue médical, une très large majorité de Français partage le sentiment que **les traitements ont déjà beaucoup évolué ces dernières années** (91%). Il existe déjà des traitements réellement efficaces (75%) qui sont nombreux (67%) et de nouveaux traitements vont faire leur apparition dans le futur (95%). Dans ce contexte, **la confiance accordée aux chercheurs** (86%) par rapport aux autres acteurs et l'implication qui leur est demandée dans cette lutte contre le cancer (50%) prend tout son sens. À cet égard, une large majorité des Français (80%) juge **insuffisant le budget alloué à la recherche des traitements anticancéreux**. Et 67% des interviewés citent l'État comme premier acteur devant s'impliquer dans la lutte contre le cancer, sans pour autant exclure de la mobilisation les autres acteurs, en particulier les chercheurs et la société dans son ensemble.

### **Une vision réaliste de l'évolution du cancer**

À l'avenir, en dépit de la reconnaissance de l'efficacité des traitements existants ou à venir, **la menace d'un cancer sera aussi importante qu'aujourd'hui** (43%), voire **plus importante** (36%). Dans ce contexte, **les attentes des Français se concentrent d'abord sur les malades** (garantir l'accès aux traitements et améliorer la prise en charge psychologique), puis sur le développement de la recherche.

### **À propos de la Ligue contre le cancer**

Premier financeur de la recherche contre le cancer, la Ligue contre le cancer est une ONG indépendante reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses militants. Forte, en 2008, de plus de 716 000 adhérents, la Ligue est un mouvement populaire organisé en une fédération de 103 Comités départementaux. Ensemble, ils luttent dans trois directions complémentaires : recherche, actions pour les malades et leurs proches et information – prévention – dépistage.

## **Contacts presse**

### **Ligue contre le cancer**

Élodie Audonnet : [audonnete@ligue-cancer.net](mailto:audonnete@ligue-cancer.net) – 01 53 55 25 31

### **RUMEUR PUBLIQUE**

Pauline Florentin : [pauline@rumeurpublique.fr](mailto:pauline@rumeurpublique.fr) – 01 55 74 52 10

Stéphanie Muthélet : [stephanie@rumeurpublique.fr](mailto:stephanie@rumeurpublique.fr) – 01 55 74 52 28

communiqué de presse

## **Des médias, acteurs de la 1<sup>re</sup> convention de la société face au cancer**

**Le 23 novembre prochain à la Grande Arche de la Défense (Paris), la 1<sup>re</sup> convention de la société face au cancer organisée par la Ligue contre le cancer, sera un grand élan national de lutte contre la maladie, relayé par les médias nationaux.**

Paris, le 12 novembre 2008 – *TF1, msn.fr, RTL, Le Parisien, Aujourd'hui en France, La Chaîne Parlementaire, Le Généraliste* et le groupe de presse Global Média Santé, éditeur du *Panorama du Médecin* et de la *Revue du Praticien*, vont soutenir gracieusement la 1<sup>re</sup> convention de la société face au cancer. Forte de ce soutien sans précédent, la Ligue contre le cancer entend ainsi sensibiliser le grand public aux choix de société que pose aujourd'hui la maladie.

Les solutions apportées jusque-là, qu'elles soient sociales ou thérapeutiques, se heurtent à de nouveaux défis liés aux modifications profondes de la société (nouveaux traitements parfois coûteux, questions de l'emploi, du pouvoir d'achat, etc.). C'est en mobilisant la société dans son ensemble que nous pourrons durablement changer nos rapports à la maladie, aux malades et à la question du cancer afin de lutter plus efficacement tant au niveau thérapeutique, qu'économique et social.

En tant qu'acteurs de la société, les médias, à travers des émissions, dossiers et promotions de la convention inviteront en amont le grand public à participer le 23 novembre à cette journée de réflexion, de débats et de mobilisation.

Ces partenaires médias prestigieux seront aussi présents le jour de la convention pour relayer les grands débats, les prises de position et les interventions des personnages publics dont l'allocution du président de la République. Vous aussi vous pouvez également prendre part aux échanges ; les journalistes comme les autres leaders d'opinion ont un rôle à jouer.

Harry Roselmack et Valérie Expert, animeront gracieusement cette journée. De nombreux artistes clôtureront cette manifestation par un concert.

**Rappel : vous pouvez rejoindre le mouvement en vous inscrivant gratuitement sur [www.convention-cancer.fr](http://www.convention-cancer.fr) ou au 0810 111 101.**

### **À propos de la Ligue contre le cancer**

Premier financeur de la recherche contre le cancer, la Ligue contre le cancer est une ONG indépendante reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses militants. Forte, en 2008, de plus de 716 000 adhérents, la Ligue est un mouvement populaire organisé en une fédération de 103 Comités départementaux. Ensemble, ils luttent dans trois directions complémentaires : recherche, actions pour les malades et leurs proches et information – prévention – dépistage.

**Contacts presse**

**Ligue contre le cancer** : Élodie Audonnet : [audonnete@ligue-cancer.net](mailto:audonnete@ligue-cancer.net) – 01 53 55 25 31

**RUMEUR PUBLIQUE** : Pauline Florentin : [pauline@rumeurpublique.fr](mailto:pauline@rumeurpublique.fr) – 01 55 74 52 10

Stéphanie Muthélet : [stephanie@rumeurpublique.fr](mailto:stephanie@rumeurpublique.fr) – 01 55 74 52 28